



**PRÉFÈTE  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° 993/2025/DREAL/UD88 du 15 SEP. 2025**

**autorisant la société SAGRAM à modifier le phasage de défrichement et d'exploitation de la  
carrière implantée à SAINT-AMÉ**

**LA PRÉFÈTE DES VOSGES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement ;
- Vu le Code minier et textes pris en son application ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 589/2015/DDT du 09 novembre 2015 autorisant le défrichement de terrains boisés sur le territoire de la commune de SAINT-AMÉ ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 1061/2016 du 13 mai 2016 autorisant la société SAGRAM à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de granit à SAINT-AMÉ ;
- Vu le porter à connaissance transmis le 23 avril 2025 à l'inspection des installations classées par la société SAGRAM en vue de modifier le phasage de défrichement et d'exploitation de la carrière implantée sur le territoire de la commune de SAINT-AMÉ ;
- Vu l'avis favorable du 17 juillet 2025 de l'Office National des Forêts (ONF) relatif à la demande de modification du phasage de défrichement ;
- Vu l'avis du 19 juin 2025 de la commune de SAINT-AMÉ indiquant l'absence d'objections et d'observations de la commune relatif à la demande de modification du phasage de défrichement et d'exploitation ;
- Vu le rapport en date du 30 juillet 2025, de l'inspection des installations classées ;
- Vu le projet d'arrêté transmis le 05 août 2025 à la société SAGRAM ;
- Considérant que la société SAGRAM n'a pas émis d'observations à l'égard du projet d'arrêté qui lui a été transmis le 05 août 2025 ;
- Considérant que la modification du phasage de défrichement et d'exploitation de la carrière n'est pas de nature à entraîner des impacts, dangers significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 ;
- Considérant que les dangers et inconvénients générés par la carrière et ses installations pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté, par les prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral n° 1061/2016 du 13 mai 2016 et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

**Arrête**

## **Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

L'arrêté préfectoral n° 061/2016 du 13 mai 2016 autorisant la société SAGRAM à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de granit à SAINT-AMÉ et l'arrêté préfectoral n° 589/2015/DDT autorisant le défrichement de terrain boisés sur le territoire de la commune de SAINT-AMÉ sont modifiés et complétés comme suit :

## **Article 2 - Phasage de défrichement**

Le plan figurant à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 589/2015/DDT est remplacé par le plan figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

## **Article 3 - Phasage d'exploitation**

Les plans figurant à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n° 1061/2016 du 13 mai 2016 sont remplacés par les plans à l'annexe 2 du présent arrêté.

## **Article 4- Montant des garanties financières**

L'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral n° 1061/2016 du 13 mai 2016 est modifié comme suit :

Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- 349 097 € T.T.C pour la phase 3(2025 à 2030)
- 379 212 € T.T.C pour la phase 4 (2030 à 2035)
- 286 105 € T.T.C pour la phase 5 (2035 à 2040)
- 186 787 € T.T.C pour la phase 6 à partir de 2040 jusqu'à la levée de l'obligation des garanties financières par arrêté préfectoral

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Ces montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

[mai - 2025] TP01 (base 2010) = 130,7

indice de raccordement à l'ancienne base TP01 = 6,5345

TVA = 20,0 %

## **Article 5 - Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux selon l'article R. 181-51 du Code de l'environnement.

## Article 6- Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées, sont chargées chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAGRAM et dont une copie sera déposée en mairie de Saint-Amé.

Une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois et affichée en permanence de façon visible sur le site de l'exploitation par les soins de la société SAGRAM.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges, pour une durée minimum de quatre mois.

Fait à Épinal, le 15 SEP. 2025

La préfète,

Par délégation, la Sous-Préfète,  
Secrétaire Générale

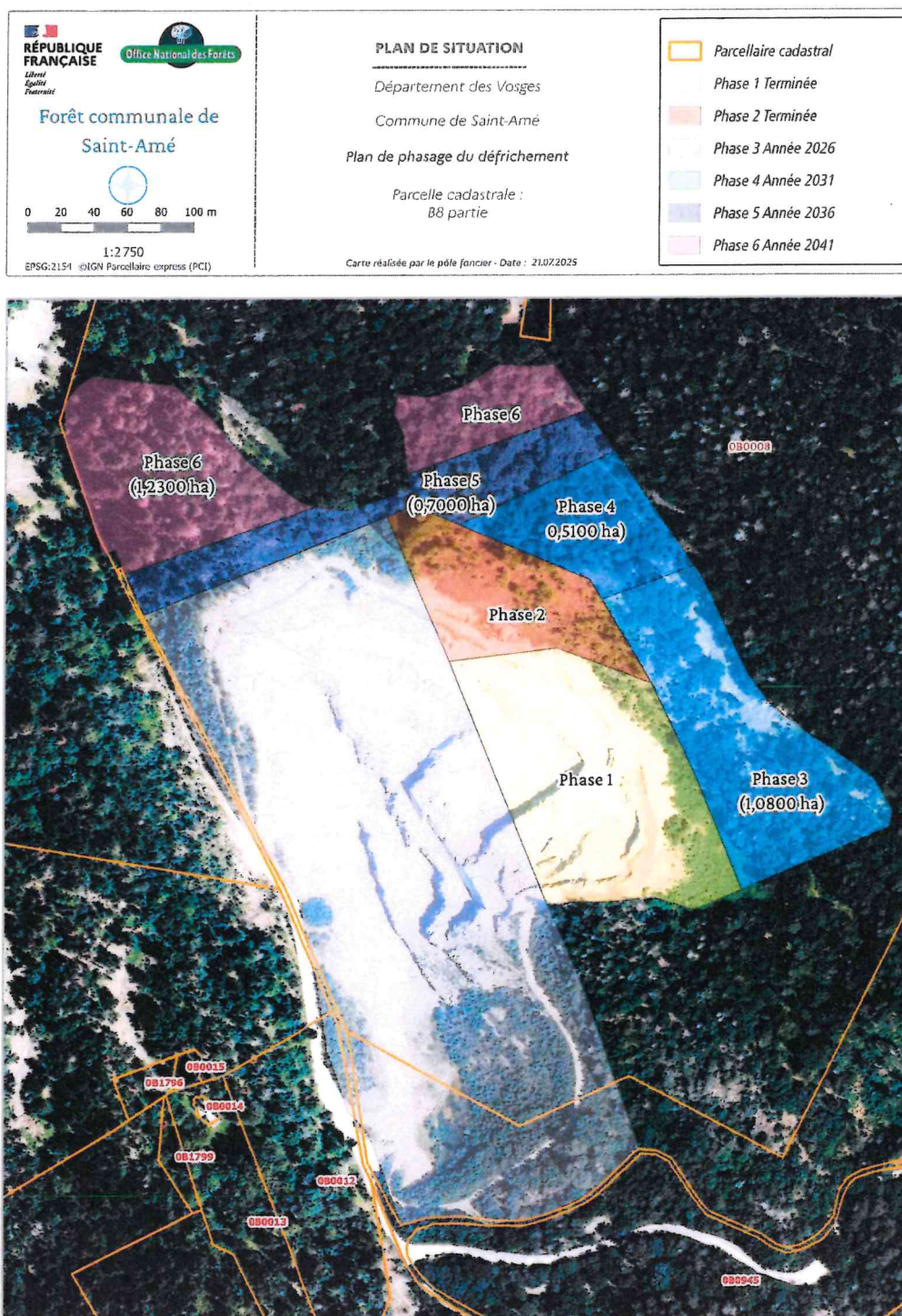
Anne CARLI



## Annexes

### Annexe 1 :

### Plan de Phasage du défrichement



## Annexe 2 :

### Plan de Phasage d'exploitation

PLAN DES GARANTIES FINANCIERES - période 2025 - 2030

**SAGRAM**

